Chronique bibliographique

Didier Le Saout

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/331>

DOI : 10.4000/conflits.331

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 mai 1995

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Didier Le Saout, « Chronique bibliographique », *Cultures & Conflits* [En ligne], 17 | printemps 1995, mis en ligne le 15 mars 2006, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/331> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.331>

Ce document a été généré automatiquement le 30 mars 2021.

Creative Commons License

Chronique bibliographique

Didier Le Saout

- 1 Didier Le Saout¹ Ghassan SALAME (dir.), *Démocraties sans démocrates. Politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, Paris, Fayard, 1994, 452p ².
- 2 Ghassan Salamé nous propose un ouvrage solide, sur un sujet complexe. *Démocraties sans démocrates* peut d'ores et déjà être salué comme une référence.
- 3 Les auteurs partent d'approches différentes, étudiant la notion de la démocratie et ses conditions, ou l'« intégration » des « non-intégrables », les islamistes et les 'asbaiyyat. Témoin de la richesse de l'ouvrage, cette pluralité constitue cependant un piège pour celui qui souhaite en rendre compte et qui doit de fait procéder à une « déconstruction » et une « reconstruction » des textes. Nous espérons qu'on ne nous tiendra pas rigueur de cette opération délicate.
- 4 Parmi les interrogations soulevées par l'ouvrage, citons les préalables économiques et démographiques de la démocratie. Sans avancer l'hypothèse d'une causalité, nombre de politistes ont observé par le passé un lien entre un certain niveau de développement économique et la transition démographique d'une part, et la démocratisation d'autre part. Par ailleurs, il est communément admis que la « taxation » est une condition de responsabilisation des Princes, avant de devenir celle de la démocratie.
- 5 Sans qualifier ces préalables de « schématiques », force est de constater qu'ils ne suffisent guère à l'émergence des régimes démocratiques au Moyen-Orient. J. Waterbury explique qu'« on ne peut attribuer la relative absence d'institutions conventionnelles responsables au Moyen-Orient à un faible effort d'imposition » (p.104). Figures à l'appui, Ph. Fargues observe que des inflexions dans la courbe démographique ne permettent pas davantage la démocratisation (p. 164). G. Luciani montre, dans le même registre, le rôle de la « crise » économique dans la survie de l'Etat : « aucun régime autoritaire faisant face à une crise fiscale n'envisage de diminuer ses dépenses, sauf à court terme et sous pression. Car la réduction des dépenses signifie pour lui la perte des moyens de contrôle politique (...). C'est que l'Etat autoritaire cherche à imposer son monopole non seulement sur l'usage de la force armée, mais aussi sur toutes les activités économiques et sociales importantes » (p. 204).

- 6 Cela ne signifie pas que le libéralisme économique soit un vain mot au Moyen-Orient. Mais celui-ci est découplé du volet politique. R. Owen observe que dans certains cas le libéralisme économique sert même à restreindre le libéralisme politique (p. 273). G. Krämer convient également que la « libéralisation laisse pratiquement intacte la structure fondamentale du pouvoir » (p. 278). Son but demeure de « stabiliser le système dans une situation de crise aiguë... » (p. 280). Enfin, A. Hermassi suggère que les gouvernements maghrébins « sont prêts à mettre en oeuvre dans une certaine mesure une libéralisation économique, mais qu'ils se montrent beaucoup plus lents et hésitants dès qu'il s'agit de procéder à une authentique transition démocratique » (p. 332).

- 7 La deuxième interrogation, omniprésente tout au long de l'ouvrage, porte sur le point de savoir s'il y a une exception « arabo-musulmane ». Gh. Salamé, dans sa riche introduction, critique l'option « culturaliste ». Il rejette aussi la conception de la démocratie comme fruit d'un projet ou d'un programme. Suivant J. Leca, il la définit, comme « un arrangement institutionnel » avant de devenir « un complexe de normes, de structures et de pratiques », comme « fille de contraintes plus que de programmes »... (p. 8), comme « fruit involontaire d'un rapport de forces indécis plutôt que (...) l'incarnation idéalisée de la pensée des philosophes ». D'où l'hypothèse de « démocraties sans démocrates » (p. 132). « Si cette hypothèse pouvait être confirmée poursuit-il, on pourrait reprendre la problématique courante dans l'ensemble du Tiers Monde sur les difficultés de concilier d'une manière pacifique la segmentarité sociale qui marque la grande majorité des pays africains et asiatiques avec le pluralisme politique que la pratique de la démocratie libérale implique dans sa définition même » (p. 132). Les situations libanaise et koweïtienne, trouvant leur force et leur faiblesse dans une même exceptionnalité, que Gh. Salamé analyse, renforcent cette hypothèse. L'une et l'autre sont loin de se fixer des « missions historiques » comme les grands ; dans les deux cas ce sont des « hégémons non achevés », confessionnel ou tribal, qui dominent.

- 8 Jean Leca dans un texte très dense survole les théories sur la démocratie (ou son absence) dans le monde arabe et souligne l'insuffisance des théories « exceptionnalistes ». Plusieurs raisons, dont la faible intégration des sociétés à leurs Etats, rendent également difficile la discussion de la démocratie en termes de « pacte politique ». « L'image d'un gouvernement éloigné et étranger (hukuma) y est certes très forte et les esprits des corps particuliers ('asabiyyat) assez puissants pour faire de la citoyenneté politique quelque chose de particulièrement faible et abstrait, mais ceci, loin d'être le résidu d'une société traditionnelle, accompagne au contraire une mobilisation sociale qui fait des sociétés arabes des sociétés en transformation quasi-permanente » (p. 38). L'absence de l'« articulation » et de « reconnaissance » des « intérêts légitimes » et d'un « monde social légitime » rend le pacte « guère probable » (p. 38-39), tout comme, la vulnérabilité des acteurs, à la base de la devise « la liberté ou la mort » (ou, « la justice ou la mort ») (p. 41). Toujours dans le registre des difficultés de définition, l'auteur insiste sur le populisme, incarné par « les démocrates islamiques » et le constitutionnalisme incarné par les « démocrates », envoyant l'un « à l'accès des masses à la politique entendue comme lutte pour l'allocation des ressources », l'autre, à « l'Etat de droit protégeant des sphères de droits spécifiques contre le pouvoir arbitraire ». Mais ces termes, qui risquent de se trouver en contradiction, doivent encore être complétés par « diverses conceptions du "moi" et du

"peuple" » (p.56). J. Leca finit sur une série de d'interrogations, de constatations, et entre autres que la démocratie est la « combinaison d'un ensemble d'anticipations rationnelles d'acteurs, guidés par leur self intérêt... » (p. 82). Il fait aussi une distinction heureuse entre « l'islam » et l'« idéologie islamiste » : « le débat est ouvert sur le point de savoir si l'idéologie islamique peut devenir une branche particulière du libéralisme universel... ou si l'un des affrontements majeurs que connaît le monde arabe... opposera, non l'« islam » à la « démocratie », mais l'idéologie islamiste au constitutionnalisme » (p. 84).

- 9 J. Waterbury, quant à lui, définit le Moyen-Orient comme « exceptionnel », où la « convergence d'un certain nombre de caractéristiques » dont le « fardeau de la défense » « ont suscité un environnement singulièrement inhospitalier au pluralisme légal et à la démocratie » (p. 99). Le lecteur a parfois l'impression que, quels que soit les garde-fous de l'auteur, cet « exceptionnalisme » constitue une version neuve des théories développementalistes. La linéarité de l'argument saute aux yeux : « nous ne savons pas...où se situe le Moyen-Orient dans le processus du développement économique et de la transformation sociale (p. 124) ; il est en tout cas nécessaire de « hâter le processus ».
- 10 Dans une autre logique, V. Perthes souligne la différence entre le pluralisme et la démocratie. Le premier ne signifie pas la participation per se, encore moins la démocratie, d'où la nécessité de s'interroger sur le contenu social de « pluralisation » (p. 336). Il montre, en partant notamment du cas syrien, comment le parti dirigeant lui-même devient inutile aux chefs, le système entier se fonde sur la limitation des partis, et, les formations existantes manquent elles-mêmes de démocratie interne (p. 349-350). Il souligne, enfin, que « la société civile ne fait guère contrepoids à l'Etat, à son parti au pouvoir et à ses appareils de sécurité dans la plupart des pays arabes » (p. 363).
- 11 En dernier lieu, J.-F. Bayart, dans un texte sur lequel nous reviendrons, insiste sur l'historicité plutôt que l'exceptionnalité de la démocratie (p. 394).
- 12 Le troisième axe de l'ouvrage porte sur les ambiguïtés de l'islam politique. L'ouvrage est fils de son temps, mais Gh. Salamé a le courage de nager à contre-courant. Il observe d'emblée que « les appels contemporains à l'établissement de la chari'a islamique s'inscrivent... dans des stratégies modernes, même si le référent qui les fonde relève d'une tradition réinventée » (p. 12). Il analyse le statut des minorités dans une telle perspective, pour demander « comment faire... pour que la religion islamique (pour la majorité) et les autres religions (pour les minorités) puissent jouer non seulement un rôle de légitimation, mais aussi un rôle de limitation, voire de contestation du pouvoir politique » (p. 12). La remarque est bien venue. Toutefois, il convient de rappeler que dans de nombreux pays du Moyen-Orient les minorités sont linguistiques et qu'il n'est pas sur que l'« islamisme » puisse apporter des solutions aux conflits minoritaires au sein de la confession majoritaire.
- 13 Les auteurs ont des approches divergentes de l'islam politique. J. Waterbury continue à faire dans l'« exceptionnalisme ». Les exemples qu'il cite nécessitent cependant des approches plus nuancées (comme le refus des Algériens dans les années trente, d'accepter la citoyenneté à condition de « renoncer officiellement à leur statut personnel islamique » (p. 120). Comment oublier que l'Algérie était une colonie et ce « statut islamique » avait une fonction symboliquement chargée ? Ailleurs, en Turquie, le sécularisme semble être irréversible dans le domaine du statut personnel. Mais cela n'empêche pas pour autant l'amalgame entre la turcité et l'islamité).

- 14 G. Krämer suggère que le succès de l'islam politique est dû à ses fonctions non-politiques. Elle remarque qu'« en raison de leur souci d'authenticité, les auteurs islamistes ont déplacé l'accent d'un débat sur les fondations socio-politiques de la démocratie vers les dimensions culturelles et religieuses de celle-ci, discutant de la légitimité du modèle plutôt que de sa possibilité et de son efficacité dans la solution des problèmes de la société arabe contemporaine » (p. 288) et que « la pierre de touche de l'islamité de l'Etat est l'application de la chari'a, et non un système politique spécifique, même pas le califat » (p. 289). Elle continue : « même la démocratie pluripartite est acceptable, pourvue qu'elle demeure dans le "cadre de l'islam" » (p. 289). D'où la prédisposition des islamistes à s'accommoder, hypothétiquement du moins, de la démocratie et de la pluralité, mais aussi leur intransigeance sur d'autres questions, notamment sur ce qui concerne la femme. Si bien que « la pensée islamique "modérée" a évolué en direction du pluralisme, mais non du libéralisme » (p. 289).
- 15 J.-F. Bayart en partant des cas iranien et turc montre comment l'islam peut devenir l'arène des inventions de la modernité économique, et comment en Turquie, à la manière des « catholiques démocratiques » le Refah s'achemine vers une position de « musulmans démocrates ». Ajoutons que, cet exemple, pour exceptionnel qu'il soit, peut servir de modèle pour le reste du Moyen-Orient (si toutefois aucun obstacle ne lui barre le chemin).
- 16 Le couple « islamiste » « laïc » est-il opératoire pour comprendre les politiques au Moyen-Orient ? Gh. Salamé insiste sur « l'ambiguïté de l'islamisme actuel ». Celle-ci provient « peut-être de sa nature porteuse d'un discours méta-politique » (p. 14) ; mais l'« islamisme » « des islamistes n'est peut-être qu'un discours, et le sécularisme de l'Etat moderne un vestige déjà sacrifié sur l'autel de la survie » (p. 14). Cette approche est lourde de conséquences tant elle « brouille... le profil des deux principaux acteurs des conflits en cours... car le religieux n'apparaît plus comme une référence méta-politique éventuellement limitatrice de l'autoritarisme, mais comme un instrument discursif dans une vulgaire lutte pour le pouvoir entre des forces qui, sur le fond, se ressemblent beaucoup plus qu'elles ne veulent bien le reconnaître, dans leurs désintérêt tant pour la démocratie que pour la religion » (pp. 14-15). Dans un raisonnement différent, mais toujours dans le souci de démolir des schèmes manichéens, J.-F. Bayart montre comment le kémalisme peut-être défini comme islamique et en même temps, que la Révolution iranienne ne l'est pas vraiment (p. 393).
- 17 Peut-on définir l'islam politique comme ennemi numéro un de la « démocratie » au Moyen-Orient ? Exclu d'emblée de la sphère politique, « les occasions de prouver sa bonne foi sont limitées, les chances de parvenir à une confiance mutuelle pratiquement nulles, et les perspectives de libéralisation mornes » (p. 309). G. Krämer s'interroge également sur la « rentabilité » du « péril vert » pour les pouvoirs : « la peur des islamistes suscite de la sympathie et de la compréhension pour la ligne suivie par le gouvernement, même si celle-ci entraîne une restriction générale des droits politiques. Cette peur permet à l'Etat de se poser en protecteur de l'authenticité réelle, exprimant à la fois l'identité nationale et le véritable islam, ainsi qu'en protecteur de la société civile, voire de la civilisation, contre la menace du fondamentalisme obscurantiste » (p. 291).
- 18 Les 'asabiyyat sont à la base du quatrième axe des interrogations de l'ouvrage. « La démocratie, prisonnière des 'asabiyyat » s'interroge l'un des sous-titres de l'introduction. Gh. Salamé analyse la façon dont cette donnée s'articule avec la

démocratie, ou son absence, et observe que « ...dès le moment où les 'asabiyyat dominées considèrent que tout phénomène d'ouverture des régimes autoritaires est en réalité un signe de faiblesse de la 'asabiyya hégémonique, il leur devient difficile d'éviter un glissement vers des tendances centrifuges, allant d'une simple remise en cause du régime dictatorial à celle de l'Etat lui-même qui en dessine les limites géographiques et le nourrit en légitimation légale » (p. 17). Cette donnée nous met en face d'exigences contradictoires : « la recherche de la démocratie devient ainsi une démarche à quatre termes partant de l'Etat plutôt que de la Nation, reconnaissant les communautés au passage, revalorisant ensuite l'individu et aboutissant à quelque expérience de démocratie » (p. 18). Il souligne aussi qu'« il faut...penser la démocratisation sans avoir auparavant réglé le problème de l'identité nationale » (p. 19), même si cette opération est, comme il le souligne, d'une extrême complexité.

- 19 Gh. Salamé souligne aussi l'impact de la logique de khuruj : « contester c'était sortir, sortir, c'était trahir ». La matrice est fort ancienne, l'Etat moderne n'invente donc rien (p.23). Toutefois, on ne peut nier le fait que l'interprétation qu'il en fait est moderne. Non seulement le critère de distinction n'est plus uniquement religieux, mais de plus, l'affirmation de la distinction est elle-même conçue comme une « trahison » en soi, parce que contestant la logique d'Etat-Nation.
- 20 Prolongeant la même problématique, A. al-Azmeh souligne que « la critique démocratisante de la société arabe » perçoit le « pluralisme » comme « quelque chose qui met en cause le monde arabe en proposant un pluralisme qui ne s'appuierait pas nécessairement sur des forces et des courants politiques représentant des citoyens, mais plutôt sur la pluralité de groupes ethniques et sectaires ('asabiyyat) opposés à la citoyenneté nationale » (p. 240). L'auteur insiste sur l'absence, dans la pensée politique arabe, de discussion sur ce sujet.
- 21 Si J.-F. Bayart s'interroge, notamment à partir des cas turc et iranien, et dans une problématique de continuité, sur la possibilité d'intégration des minorités (musulmanes), O. Roy ouvre une enquête sur les types de clientélisme. L'avantage de son approche, qui par ailleurs veut trop englober sous le terme « 'asabiyyat », est précisément de suggérer une distinction claire et utile entre les 'asabiyyat traditionnelles et modernes. Il évince cependant une classification rigide. Le premier type d'asabiyya peut se muter pour se transformer en deuxième, le deuxième ayant tendance à son tour « à la retraditionalisation, c'est-à-dire à fonctionner et à s'enraciner, et parfois même à se 'dire', en référence avec les codes des 'asabiyyat traditionnelles » (p. 400-402). De même il explique comment les 'asabiyyat modernes peuvent émerger « à partir de quasi disparition des structures sociologiques de la société traditionnelle ». (p. 402). Si le rapport entre ces 'asabiyyat et le politique, et davantage la démocratie, n'est pas clairement établi, O. Roy n'en insiste pas moins sur le fait que le vrai problème réside dans la « crise du politique, crise de légitimité et de crise de confiance ».
- 22 Le dernier axe de la recherche présent en filigrane ici et là, s'interroge sur la place des intellectuels. Les intellectuels sont-ils « souvent occupés à autre chose qu'à démocratiser » (p. 32) ? « Les intelligentsias du Moyen-Orient sont à bien des égards des intelligentsias d'Etat » (p. 99) ? Ou alors, « dans tous les pays ici étudiés, les exigences démocratiques ne proviennent pas du secteur privé ou d'une bourgeoisie grandissant en force, mais en premier lieu d'intellectuels, membres de la classe moyenne salariée

- dont la majorité se trouve payée par l'Etat, et de professionnels indépendants » (p. 368). Plutôt qu'apporter des réponses, l'ouvrage pose la question et ouvre le débat.
- 23 Ghassan Salamé définit cet ouvrage collectif comme un ouvrage de questionnement (p. 33). Il va largement au-delà et a le mérite d'ouvrir de nombreuses pistes de recherches.
- 24 Parmi celles-ci, soulignons l'hypothèse de base de l'ouvrage : « démocraties sans démocrates ». Elle nous invite à adopter une perspective comparatiste, mais il est évident que celle-ci ne pourrait se limiter à la compréhension de « pluralisme politique ». Il conviendrait de réfléchir aussi sur la notion de « segmentarité » en Occident pour savoir si on a les mêmes types d'acteurs et si la comparaison fait sens, et prendre en considération les fondements juridiques et l'évolution historique des Etats, des institutions et de l'individu au Moyen-Orient et en Europe.
- 25 En deuxième lieu, soulignons la nécessité d'une réflexion soutenue sur l'Etat. Les « missions » que les Etats se fixent, et pour lesquelles les Etats exigent l'adhésion des populations, sont mentionnées par Gh. Salamé et J. Waterbury. Mais comment ces missions sont-elles formulées ? Comment et quand les Etats parviennent-ils à les imposer ? Par quels biais les populations y adhèrent ou expriment leur refus ? Des recherches approfondies sur ce sujet sont nécessaires. Il convient également de réfléchir davantage sur le lien entre le refus du pluralisme ethnique ou de la coexistence de l'islam et du sécularisme d'un côté, et celui du pluralisme politique de l'autre : la logique de *Khuruj* domine d'abord le domaine politique avant de s'étendre à d'autres. Elle implique la coercition étatique qui, combinée à d'autres modes de gestion, vise, souvent avec succès, à réduire l'espace politique. Les conditions et les modalités des pratiques coercitives méritent des études approfondies. Toujours dans le même registre, il est nécessaire de s'interroger, sur les « canaux d'accumulation autonomes de pouvoir » (J.-F. Bayart, p. 389) ? Ces canaux peuvent-ils devenir aussi un facteur de l'autonomie de la société civile ? Peuvent-ils aboutir, dans un deuxième temps à un élargissement de l'espace politique (p. 393) ? Dans quelles conditions sont-ils utilisés contre cet élargissement ?
- 26 Les liens entre l'Etat et la société qui ne sont pas, quelques pratiques gouvernementales exceptées, ceux de la dichotomie, constituent une troisième piste de recherche. A. al-Azmeh attire notre attention sur la « critique naïve » de l'Etat arabe, considéré comme coupé de la société (p. 245). Des études sont nécessaires sur la culture politique commune de chaque pays, voire de la région, incluant les mécanismes *ad hoc* de la reproduction des matrices de légitimation, y compris lorsqu'il s'agit des contestations violentes. La trajectoire des discours islamistes, réappropriés également par les Etats et non pas uniquement par l'islam politique est de ce point de vue significatif.
- 27 Des études sur les discours démocratiques s'avéreront probablement aussi riches en hypothèses. J. Leca montre les risques de voir la « démocratie » « embarquée dans la même galère que l'islam et le socialisme dès qu'elle est utilisée comme concept à la fois pratique et scientifique » (p.44). La contribution d'al-Azmeh est également d'une grande lucidité de ce point de vue : « le discours 'démocratique' arabe contemporain se présente moins comme le lieu d'un consensus politique national que comme un langage utilisé dans la contestation politique et un élément conjoncturel des tentatives de formation à long terme d'une hégémonie idéologique » (p. 234). Repris par l'Etat, ce même discours « a tendance à se faire technocratique et légaliste » (p. 238). Par ailleurs, il est pour le moins paradigmatique que le discours sur la démocratie ne se soit pas

développé contre les régimes autoritaires, mais essentiellement contre l'islam politique.

- 28 La contribution de J.-F. Bayart ouvre également de nouvelles pistes. On peut certes observer que la problématique tocquevillienne s'adapte mal à la Turquie qui, avec la République, n'a pas seulement changé de régime, mais aussi de géographie et de démographie et que les dynamiques kurde et islamiste ne sont pas des produits de l'empire ottoman, mais respectivement du kémalisme et du post-kémalisme. Les risques de se perdre, comme jadis les libéraux ottomans, dans une « table de concordance » imaginaire établie entre la Révolution française et les cas ici étudiés ne sont pas à sous-estimer. On peut aussi ajouter qu'une problématique qui ne prendrait pas en compte la démocratie en Amérique ne serait pas toutefois tocquevillienne. Ces réserves faites, force est cependant de reconnaître que J.-F. Bayart réussit son pari en contournant le problème de la démocratie pour étudier les dynamiques sociales dans la longue durée. Le mérite de cette approche est de montrer, par l'implicite, les faiblesses de la démarche qui s'étonne de ne pas voir de transition « démocratique » là où elle devrait logiquement voir le jour et en cherche des obstacles.
- 29 Enfin, en deçà (et au-delà) de la démocratie, il importe de s'interroger sur la capacité des Etats de gérer ou même tirer profit, au prix de les faire perdurer, des crises. Cela n'interdit nullement la « participation » et n'aboutit pas nécessairement à une rupture avec la société. On peut regretter que Gh. Salamé n'ait pas suffisamment introduit une problématique qu'il a remarquablement bien analysé ailleurs : la durabilité des régimes, impliquant de complexes négociations de légitimité entre les Etats et les autres acteurs, au détriment d'un « arrangement institutionnel ». Après tout, il n'est pas interdit de se demander ce que certains acteurs (et pas seulement les Etats) feraient de la démocratie alors qu'ils disposent par ailleurs d'un champ et des moyens suffisamment efficaces (y compris militaires) pour se perpétuer, voire, satisfaire et élargir leurs clientèles ?
- 30 Hamit Bozarslan (doct. en science politique et en histoire)
- 31 Jan Willem Duyvendak, *Le poids du politique. Nouveaux mouvements sociaux en France*, Paris, L'Harmattan, 1994, 329 p.
- 32 Dominique Wisler, *Violence politique et mouvements sociaux. Etude sur les radicalisations sociales durant la période 1969-1990*, Genève, Editions Georg, Collection Lug, 1994, 290 p.
- 33 En nous laissant espérer pouvoir dépasser bon nombre d'évidences ancrées dans notre environnement national, la lecture d'un ouvrage de Jan Willem Duyvendak, auteur néerlandais traitant des « mouvements sociaux » français peut être des plus stimulantes. De la même manière, la lecture du livre de Dominique Wisler traitant du rapport entre violence et mobilisations collectives en Suisse pourrait fournir de précieuses indications pour quiconque entreprendrait une recherche sur des mobilisations protestataires dans le monde. Mais au-delà du fait que ces auteurs partagent la même sphère d'étude à savoir les « mouvements sociaux », c'est le recours à une même problématique, la « structure des opportunités politiques », qui rapproche ses ouvrages.
- 34 Dans *Le poids du politique*, Jan Willem Duyvendak part du constat selon lequel les facteurs politiques sont trop souvent négligés dans l'étude des « mouvements sociaux ». La méthode comparative utilisée cherche alors à étudier les mouvements en France, à

l'aide des cas suisse, allemand et néerlandais, placés en arrière-plan. Le résultat auquel parvient l'auteur nous révèle un Etat français « fermé » dans lequel le système électoral favorise la polarisation droite-gauche, permettant ainsi une domination des partis de gauche sur les « mouvements sociaux ». L'émergence de « nouveaux mouvements sociaux » tels que le « mouvement écologiste », le « mouvement féministe », s'en trouve ainsi limitée. Ce trait fondamental s'oppose à la structuration propre à d'autres pays dans lesquels les « nouvelles politiques » bénéficieraient d'un « degré d'ouverture » plus grand. Les socio-démocrates, par exemple, se seraient « ouverts » aux « nouveaux mouvements sociaux » dès le début des années soixante-dix aux Pays-Bas, et dès le retournement d'alliance du Parti libéral (FDP) en 1982 en Allemagne. L'étude porte donc sur l'atypisme des « nouveaux mouvements sociaux » français au regard d'autres pays d'Europe de l'Ouest et sur les raisons de leur disparition en France au cours des années quatre-vingts.

- 35 Dans *Violence politique et mouvements sociaux*, Dominique Wisler érige en paradigmes qu'il oppose, deux conceptions qu'il attribue d'une part à Robert Michels et Max Weber et d'autre part à Sidney Tarrow et Donatella della Porta. Le « modèle Michels-Weber », que l'on pourrait caractériser comme étant de type bureaucratique, prétend que le radicalisme de la jeunesse des « mouvements sociaux » conduit à l'institutionnalisation progressive de leurs élites qui refusent de remettre en question le statut qu'elles ont acquis. Le « modèle della Porta-Tarrow » explique quant à lui le développement de la violence par les stratégies que développent les acteurs. Pour Sidney Tarrow qui a étudié les mobilisations protestataires en Italie après 1968 et pour Donatella della Porta qui a étudié le terrorisme, la radicalisation italienne est conçue principalement comme le produit de la compétition entre groupes d'extrême gauche dans la période de déclin des mobilisations de 1968. Par ailleurs, les recherches de Donatella della Porta revêtiront sur le plan méthodologique, une fonction de référence internationale sur laquelle l'analyse comparée de Dominique Wisler pourra s'organiser. Mais plus fondamentalement, les sources secondaires constituées des études de Marco Guigni permettront à l'auteur d'identifier le niveau de violence de chacun des « mouvements » en Suisse. Les sources primaires qu'il a collectées auprès des services de la Police fédérale, lui serviront alors à compléter ces données. Mais si l'ouvrage de Dominique Wisler révèle un moindre recours à des méthodes violentes durant et après le « cycle de 1980 » en Suisse comparé à l'Italie et l'Allemagne au regard du « cycle de 1968 », il ne faut pas perdre de vue l'objet central de l'ouvrage, à savoir l'examen du cas helvétique comme permettant d'expliquer le niveau relativement modéré du radicalisme suisse. L'auteur parle à cet effet de « caractéristique structurelle du radicalisme national ». Il se propose pour cela de prendre en considération l'action des groupes qui font usage de la violence au regard du contexte général de mobilisation. Le « radicalisme » dénote alors la proportion de violence dans le volume global des actions de protestation. La relation dans le temps entre d'une part des mobilisations massives et les démobilisations qui s'en suivent et d'autre part l'émergence du « radicalisme » représente un point des plus sensibles dans l'argumentation de l'auteur. L'ampleur des mobilisations identifiées comme le « cycle » des années quatre-vingts, nourrit une « sorte de masse critique » à la violence. L'auteur distingue alors au sein des « mouvements », les « mouvements instrumentaux » qui calculent en terme de succès politique, et leurs contraires, les « mouvements expressifs ». Au sein de chaque mouvement il se propose ensuite de repérer deux ailes, les « modérés » et les « radicaux ». Le développement de la violence s'explique par l'épuisement de

mobilisations collectives importantes (le « cycle ») d'une part, et par l'identité spécifique de certains « mouvements radicaux » et le contexte d'interaction répressif, d'autre part. Alors que les modérés se démobilisent, les radicaux investissent le vide ainsi laissé.

- 36 La notion de « structure d'opportunité politique » (ou encore le « POS », abréviation de Political Opportunity Structure) s'avère alors centrale dans ces deux études. Pour Jan Willem Duyvendak, cette même problématique contribue à nous montrer que la « structure des opportunités politiques » française explique le faible développement des « nouveaux mouvements sociaux », tandis que Dominique Wisler nous explique que les raisons pour lesquelles la violence n'a pu se développer que de façon limitée en Suisse, tiennent à l'ouverture des conditions d'accès pour les « mouvements sociaux » aux modes de décisions politiques. Si ce concept de « structure d'opportunité politique » a déjà été développé entre autres par Peter Eisinger, Sidney Tarrow, Herbert Kitschelt, Hanspeter Kriesi, ce sont plus précisément les travaux de ce dernier politiste suisse avec lequel nos deux auteurs ont par ailleurs eu l'occasion de travailler, qui organise leur réflexion. De son côté, Jan Willem Duyvendak définit cette notion comme devant « se confiner aux aspects du système politique qui déterminent l'évolution des mouvements, indépendamment du but poursuivi par les acteurs concernés » (p.88). Il reprend ainsi la distinction opérée par Hanspeter Kriesi entre trois aspects d'un système politique, à savoir sa structure institutionnelle, ses stratégies dominantes face à ses « challengers » et la configuration de pouvoir. Il s'agit d'identifier l'impact que peuvent avoir les aspects formels - structurels - et informels - culturels - sur les caractéristiques de la mobilisation des « nouveaux mouvements sociaux ». L'accès formel dépend selon Jan Willem Duyvendak, du degré de centralisation territoriale de l'Etat, du degré de séparation de pouvoir entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire, de la cohésion de l'administration publique, du degré d'institutionnalisation des procédures démocratiques directes. Cela permet à l'auteur de distinguer des États qui sont « fermés » aux « mouvements sociaux » et des États « ouverts » à ces mêmes « mouvements ». La France correspond au type d'Etat « fermé » alors que la Suisse par exemple correspond à celui d'Etat « ouvert ». Adoptant de son côté la même classification, Dominique Wisler considère l'Etat helvétique comme étant « faible ». La large « ouverture » des institutions politiques suisses explique alors la modération des « mouvements ». La démocratie directe ou encore le fédéralisme en tant que variables formelles, et la tradition de compromis en tant que variable informelle offrent des points d'accès aux « mouvements » qui atténuent toute velléité de radicalisation. Si cette nature « ouverte » permettant l'intégration des « mouvements sociaux » limite considérablement le recours à des méthodes violentes, l'auteur entend donc expliquer pourquoi la violence se développe dans des proportions moins grandes.
- 37 Mais l'identification d'Etats « faibles » ou « forts » ne représente qu'un premier niveau de l'explication. La question principale demeure : comment peut-on expliquer le caractère limité de l'émergence des « nouveaux mouvements sociaux » d'une part, et de « mouvements radicaux » d'autre part, tout en développant l'hypothèse générale selon laquelle la prise en compte du « contexte politique » s'avère fondamentale ? La réponse des auteurs consiste alors à faire intervenir le rôle stratégique des acteurs tout en reconnaissant aux structures politiques un rôle essentiel. Les alliances politiques entre acteurs, la défaite électorale de partis favorables aux mobilisations, sont des caractéristiques fondamentales du contexte d'interaction. Jan Willem Duyvendak nous montre qu'en France le déclin des activités des « nouveaux mouvements sociaux » n'est

pas dû à la « défaite idéologique des années 1970, mais à la victoire de la gauche en 1981 » (p.189). Pour Dominique Wisler, la défaite électorale des partis favorables au « mouvement » conduit au renforcement de la fermeture des alliances politiques et contribue également à la radicalisation. Mais, si le radicalisme s'explique par la fermeture du système à certains « mouvements », il est aussi le produit de la stratégie des acteurs. Dans l'un des mouvements étudiés par Dominique Wisler, le « mouvement du Jura », la constitution d'une organisation radicale, le Front de Libération du Jura (FLJ), fait suite au rejet de propositions favorables aux buts des mobilisations par les citoyens suisses lors de référendums. La nature « faible » de l'Etat suisse est ici défavorable aux « mouvements » car les référendums organisés par les opposants aux mouvements jouent contre l'intégration des revendications protestataires. La structure identitaire des « mouvements » est alors des plus importantes dans l'argumentation de Dominique Wisler. Alors que les « modérés » restent attachés à l'organisation des institutions qu'elles que soient les issues des scrutins, et parviennent au moins partiellement à faire aboutir leurs revendications, les ailes radicales des organisations de jeunesse anti-nucléaires et du Jura nourrissent la radicalisation. C'est parce que la tendance expressive contre-culturelle est majoritaire dans le mouvement que la radicalisation des « autonomes » se développe en 1984 et 1985.

- 38 On peut alors se demander quel est l'apport de la « structure des opportunités politiques » à l'explication des mobilisations collectives. La mise en évidence dans ces études, de caractéristiques que nous qualifierons de lourdes, Dominique Wisler parlant à cet égard de « POS abstrait », nous paraît être le point le plus intéressant. Mais s'il nous faut reconnaître que l'intérêt majeur est à notre avis de pouvoir s'interroger sur la structuration d'un contexte politique et d'éviter ainsi « l'héroïsme » qui se limiterait à étudier les stratégies des acteurs protestataires, plusieurs aspects nous semblent critiquables.
- 39 Notre première série de critiques s'oppose à la « personnification » qu'opèrent les tenants de la « structure des opportunités politiques » en recourant systématiquement à la notion de « mouvement sociaux » comme s'ils formaient un acteur en tant que tel. La définition des « nouveaux mouvements sociaux » de Jan Willem Duyvendak est sur ce point des plus éclairantes : « Il s'agit d'un ensemble disparate de mouvements sociaux tels que le mouvement féministe, le mouvement écologiste et le mouvement de "solidarité" dont font notamment partie les organisations antiracistes, les associations de soutien aux réfugiés politiques, etc. ». La distinction entre mouvements et nouveaux mouvements s'avérera par ailleurs des plus troublantes. Dans une note, l'auteur confesse : « La question de l'utilité d'un concept de "nouveaux" mouvements sociaux en France se pose ici. Pour des raisons de présentation, à travers cette section, on a maintenu la distinction entre "anciens" et "nouveaux" en deux entités séparées ». Nous entendons ici repousser l'idée de « mouvements-personnages » et rejoindrons sur ce plan les analyses d'Alberto Melucci³ qui refuse de considérer les « mouvements sociaux » comme un objet empirique. En effet, l'unité d'un mouvement, et qui plus est, d'un type de mouvement comme les « nouveaux mouvements sociaux », pose à notre avis de sérieux problèmes de définition. Quels sont les éléments constitutifs de l'unité de ces phénomènes ? Est-ce par exemple, l'idéologie, les déclarations d'appartenance des acteurs ou bien encore leurs buts qui définissent ces mouvements ? Cette question n'est jamais abordée dans ces deux études.

- 40 Suivant les mêmes conceptions, ces auteurs considèrent les institutions politiques comme dotées d'une intelligence et d'une capacité de calcul, ce qui aboutit à une espèce de behaviorisme institutionnel. Dominique Wisler nous dit par exemple : « Dans le Jura, le premier round a été gagné certes par le système politique et ses institutions, mais il se profile aujourd'hui un second round... » (p.130). Dans ce type d'analyse où les institutions sont dotées d'une capacité d'action, les Etats sont « forts » ou « faibles », les configurations sont « ouvertes » ou « fermées ». Le problème méthodologique tient alors en ce qu'il est toujours possible de trouver des éléments dans chacune des catégories distinguées. Jan Willem Duyvendak pourrait par exemple démontrer que la création du ministère de l'environnement en France en 1971 contribue à l'émergence du « mouvement écologiste ». L'ouverture de l'Etat aux revendications des écologistes constituerait une variable formelle. La dénomination de « ministère de l'environnement », la France étant la deuxième au monde à avoir retenu cette appellation qui deviendra hégémonique plus tard, formerait quant à elle une variable informelle. On ne sait finalement jamais si les caractérisations générales de « faible » et « fort », de « fermé » et « ouvert », découlent de la somme arithmétique des variables de chacune des catégories et de la différence positive au profit de l'une d'elle. La définition tendrait à cet égard à être mécaniste.
- 41 Notre deuxième point de critique, porte sur la difficulté qu'on les auteurs à lier l'action stratégique des « mouvements » avec la caractérisation lourde des configurations, ce qui les conduit par là-même à négliger le sens tactique des acteurs. Jan Willem Duyvendak affirme que le dirigeant socialiste Michel Rocard devenu premier ministre à la fin des années 1980, ne peut déjà plus compter sur le soutien des « nouveaux mouvements sociaux » trop affaiblis au début de cette même décennie. La personnification des « nouveaux mouvements sociaux » définis comme capables d'apporter « un » soutien, sous-estime ici les changements de positionnements des hommes politiques à ce qu'ils sentent comme l'approche du pouvoir (p.143-144). L'auteur souligne par ailleurs que le Parti socialiste est pris dans le jeu avec les communistes qui le conduit à adopter un discours ouvrier. Les « nouveaux mouvements sociaux » sont victimes de cette situation, la « nouvelle gauche » du Parti socialiste devenant leur unique allié. Cette conception du discours ou des programmes politiques qui organise ici les réflexions de l'auteur, le conduit à négliger les expériences que traversent les militants d'extrême gauche. Il semble difficile, comme le fait Jan Willem Duyvendak, d'écarter les trajectoires militantes des dirigeants et des adhérents des partis écologistes. Nous pourrions analyser, par exemple, l'arrivée de Brice Lalonde, ancien militant du Parti Socialiste Unifié (PSU), au ministère de l'environnement sous un gouvernement socialiste comme facilitée par sa détention d'un stock de connaissances écologistes et d'un capital symbolique protestataire, et par sa capacité de développer un savoir-faire dans les transactions avec les autres partis. Nous pourrions alors observer que le passé de militant d'extrême gauche lui permet de jouer bon nombre de coups. Tous ces traits questionneraient ici l'argument des auteurs selon lequel les structures politiques « modèlent » la stratégie des acteurs. Ces limites dans la prise en considération de l'activité tactique des auteurs s'observent encore lorsque Jan Willem Duyvendak reprend la thèse de la manipulation des mobilisations pacifistes par le Parti communiste français (PCF), ce qui revient à distiller un épais brouillard sur un phénomène qu'il s'est pourtant donné pour tâche d'expliquer. Rien ne nous est dit en effet sur les conditions de la « manipulation » des mobilisations pacifistes sinon qu'elles sont rendues possibles par l'affrontement interne à la gauche dans une phase de

participation commune des socialistes et des communistes au gouvernement. Qui plus est, l'auteur crédite le PCF d'une réussite dans sa capacité à développer des mobilisations massives en 1983, par contraste aux mobilisations « plus discrètes les années précédentes » alors même que l'évolution constatée en France montre que les manifestations pacifistes ont été plus importantes en 1982 qu'en 1983. L'auteur reproduit ici pour le cas français l'image des mobilisations de l'automne 1983 puissantes en Allemagne et dans d'autres pays d'Europe.

- 42 La structuration des alliances stratégiques des acteurs reste alors prisonnière des structures politiques caractérisées comme « ouvertes » ou « fermées ». En superposant les structures d'interaction sur les structures des institutions politiques, les auteurs conçoivent implicitement l'activité tactique des acteurs comme déterminée par les configurations politiques.
- 43 Notre troisième point de critique concerne la courte « histoire naturelle » des mobilisations qu'entreprend Dominique Wisler. L'hypothèse d'un radicalisme se déroulant dans un second temps comme faisant suite à un « mouvement » plus massif revient tout d'abord à expliquer les mobilisations par la « méthode régressive »⁴. Le risque revient ici à croire qu'en partant du résultat qu'est le développement limité du radicalisme, il est possible de remonter la chaîne des déterminations. Cela a alors pour défaut majeur de négliger d'autres aspects, qui, pour reprendre les termes de Michel Dobry, « auront eu l'inélégance d'avoir abouti à des résultats ne coïncidant pas avec la définition du phénomène-effet ayant servi de point de départ de l'analyse »⁵. Quand bien même Dominique Wisler, fait intervenir dans l'explication la structure identitaire des « ailes » des « mouvements », les risques de négliger des éléments qui ne rentrent pas dans l'explication déterminée sont inhérents à cette construction. Par ailleurs, la conception discutable de l'action collective présentant les « mouvements » comme des acteurs en soi permet d'établir des filiations entre ces « mouvements » qui s'avèrent des plus dommageables pour l'analyse. En effet, si l'auteur rapproche par exemple, les mobilisations qui se développent dans le Jura de l'action des « autonomes », c'est que ces deux types de mobilisation sont conçus comme des « mouvements sociaux ». La définition de ces acteurs étant déjà des plus problématiques, les relations qu'ils sont censés entretenir ne peuvent alors nous paraître que des plus incertaines. Aucune filiation entre des mobilisations s'étant développées à des moments différents ne saurait à notre avis être présentée comme évidente. La déconstruction analytique s'impose encore ici pour rompre ces abstractions.
- 44 Tout en nous efforçant de pointer les apports de la notion « d'opportunité des structures politiques » à l'étude des mobilisations protestataires, nous avons donc souligné les limites voire les risques que ces hypothèses peuvent faire peser sur le travail d'explication. Nous considérons l'intention de fonder une explication des mobilisations collectives à partir de l'identification de la structuration politique et des stratégies des acteurs comme des plus intéressantes. Mais si l'on doit réfuter, comme on le pense, la personnification des mouvements, la distinction de « l'ouverture » et la « fermeture » de configurations politiques, l'on peut se demander ce qu'il reste de la spécificité de l'approche de la « structure des opportunités politiques » ? Nous serons alors tentés de répondre beaucoup et peu. L'intérêt majeur tient en ce que cette approche a en effet le mérite de prendre en considération les configurations politiques négligées par l'approche dominante aux Etats-Unis, la mobilisation des ressources. Néanmoins une déconstruction analytique impose à notre avis de repérer des

structures sans les caractériser en terme de « force » et « faiblesse » et « d'ouverture » et « fermeture ». La prise en compte de la structuration sociale, dont la structure des institutions politiques, n'est qu'un élément, pourrait être abordée sous l'angle des logiques sectorielles. Le problème resterait de savoir si le schéma conceptuel des auteurs pourrait alors se maintenir.

NOTES

1. Doctorant en science politique, IPIE-CNRS, Paris X Nanterre.
 2. Ghassan Salamé : « Introduction. Où sont donc les démocrates ? » (pp. 7-32) ; Jean Leca : « La démocratisation dans le monde arabe : incertitude, vulnérabilité et légitimité » (pp. 35-93) ; John Waterbury : « Une démocratisation sans démocrates ? Le potentiel de libéralisation politique au Moyen-Orient » (pp. 95-128) ; Ghassan Salamé : « La démocratie comme instrument de paix civile » (pp. 129-162) ; Philippe Fargues : « Explosion démographique ou rupture sociale » (pp. 163-198) ; Giacomo Luciani : « Rente pétrolière, crise fiscale et démocratisation » (pp. 199-232) ; Roger Owen, « Changement socio-économique et mobilisation politique : le cas de l'Egypte » (pp. 255-276) ; Gudrun Krämer, « L'intégration des intégristes : une étude comparative de l'Egypte, la Jordanie et la Tunisie » (pp. 277-312) ; Abdelbaki Hermassi, « Changement socio-économique et implications politiques : le Maghreb » (pp. 313-334) ; Volker Perthes, « Le secteur privé, la libéralisation économique et les perspectives de démocratisation : le cas de la Syrie et de certains autres pays arabes » (pp. 335-372) ; Jean-François Bayart, « Les trajectoires de la République en Iran et en Turquie : un essai de lecture toquevillienne » (pp. 373-398) ; Olivier Roy, « Clientélisme et groupes de solidarité : survivance ou recomposition » (pp. 397-412).
 3. Cf. Alberto Melluci, *L'invenzione del presente. Movimenti sociali nelle società complesse*, Bologne, Il Mulino, 1991 (Ed. orig. 1981).
 4. Cf. Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, PFNSP, 1986, p. 61s.
 5. Ibid., p. 66.
-

AUTEUR

DIDIER LE SAOUT